

# Cas pratiques de consultation juridique

Le 05 mai 2020

Pr. BAKKALI Hanae

## Cas pratique 1 :

M. Karim est commerçant (personne physique). Il est propriétaire d'un magasin de distribution d'ordinateurs. Il achète son stock à une société Tech, située à Casablanca, (personne morale, grossiste en informatique) M. Karim a un litige avec un consommateur, M. Fouad, qui lui achète régulièrement du matériel informatique via son site internet. M. Fouad lui demande de lui rembourser le prix d'un ordinateur qu'il a acheté il y a 2 mois.

M. Karim voudrait savoir s'il peut lui opposer la règle selon laquelle tout droit de rétractation doit être exercé dans les 07 jours suivant la conclusion du contrat.

## Cas pratique 2 :

Ahmed est un commerçant de Tanger. Il y a 4 ans, il a créé un site Internet ayant comme activité la vente d'objets et de meubles d'art. Sa clientèle est constituée, non seulement, de sociétés commerciales mais aussi de particuliers. Tous ses clients présentent la particularité d'être de Casablanca. Désireux de rationaliser son contentieux, il voudrait modifier le contrat-type qu'il propose à sa clientèle.

Il veut savoir s'il peut insérer dans ce contrat-type, une clause soumettant les litiges éventuels au tribunal de commerce de Tanger.

## Consigne :

Le cas pratique se compose, généralement, d'une introduction sommaire et du corps du devoir. L'objectif du cas pratique est de transformer **des problèmes de fait en problèmes de droit**.

Le travail préalable à la rédaction du cas pratique se divise en trois étapes : d'abord, la lecture du texte du cas pratique, ensuite l'analyse littérale du cas pratique et enfin, l'analyse critique du cas pratique.

La résolution du cas pratique se fait, également, en trois phases ; d'abord, par l'exposé des règles juridiques générales applicables à l'espèce, ensuite, l'application des règles aux faits et en dernier lieu, proposer une solution juridique au problème posé.